

A AFFICHER !

SNUEP INFOS!



F.S.U.

Un Site, un Mail !

<http://www.snuep.com>

snuepnat@snuep.com

Lettre d'information du Syndicat National Unitaire de l'Enseignement Professionnel

N°64 du 12/01/07

Agir par tous les moyens !

- **CTPM du 11 janvier**

Au nom de l'intersyndicale des 15 syndicats du second degré, il a été fait une déclaration reprenant, pour l'essentiel, le communiqué du 22 décembre.

Le CTPM a entériné la suppression des 5060 postes. Vous trouverez en annexe la répartition par académie.

Comme toujours, la seule logique ministérielle est comptable : récupérer des postes de fonctionnaires, conformément aux directives européennes, dont nos dirigeants sont solidaires.

Le ministre, ignorant le succès de la grève du 18 décembre, de manière cynique et provocante, met en place son dispositif pour la rentrée 2007. Il pense peut-être que les enseignants ne sont pas en mesure de se mobiliser sur leurs conditions d'exercice, sur leur métier

Mais qui peut accepter une telle dégradation de notre statut ?

Mais qui peut accepter d'aller enseigner dans trois établissements ?

Qui peut accepter d'enseigner une autre discipline (ou d'autres) que celle(s) pour laquelle il a été recruté ?

- D'autres menaces se précisent, nous en ferons une analyse détaillée dans le prochain journal : **La circulaire de rentrée :**

Le projet vient d'être porté à la connaissance des syndicats. En application de la LOLF, il instaure le pilotage des établissements par la performance. Comme nous l'avions pressenti, il met bien le conseil pédagogique au service de cette stratégie pour atteindre les objectifs fixés par les académies et délivrer les moyens en fonction des résultats. La succession de mesures favorisant les promotions au mérite vont dans le même sens. Malgré l'échec cuisant de l'apprentissage-junior, il ne renonce pas à l'introduire dans nos établissements et à amplifier l'implantation de l'apprentissage en général au détriment des formations initiales sous statut scolaire.

- **« Rénovation » des enseignements généraux en BEP et BAC PRO :**

Même si le processus n'en est qu'aux textes de cadrage, on peut déjà craindre un appauvrissement généralisé des contenus d'enseignement et une généralisation du contrôle en cours de formation qui pourrait bien porter un coup fatal au caractère national des diplômes. On en a de plus en plus le sentiment qu'il faut aligner l'enseignement professionnel sur l'apprentissage ...et en plus cela fait faire des économies !

- **Audit sur la voie professionnelle :**

Pour réduire les moyens des services publics, le gouvernement procède toujours de la même manière : il demande des audits aux inspections générales et ensuite prend les mesures pour appliquer leurs préconisations. C'est ce qu'il vient de faire pour les obligations de services, ne doutons pas que c'est ce qu'il va faire pour la voie professionnelle.

Le rapport de l'audit sur la voie professionnelle n'y va pas par quatre chemins. Entre autres, il dit que l'on pourrait récupérer 7000 à 8000 postes par une utilisation optimum des moyens des LP (mixage des publics, annualisation des services...); plus de 4000 postes pourraient également être récupérés par une meilleure utilisation des enseignants pendant les stages en entreprises des élèves....

Faut-il attendre que ces préconisations qui, est-il besoin de le dire, remettraient fondamentalement en cause notre statut, se traduisent par des décrets d'application pour nous mobiliser ?

Tous les moyens seront bons pour dire non :

- L'intersyndicale des 15 doit se réunir lundi 15 janvier à 16h au siège de la FSU. Le SNUEP y participera et informera les personnels dès que les décisions seront prises.
- Les fédérations de fonctionnaires envisagent une action début février sur les salaires, l'emploi, les services publics.

• Dans l'immédiat il faut réussir la manifestation nationale de la FSU à Paris du 20 janvier

Il n'y a jamais eu autant de mesures convergentes pour réduire la qualité de l'enseignement public, aggraver nos conditions de travail, porter atteinte à nos statuts, le tout sur fond de baisse continue de notre pouvoir d'achat, quand ce n'est pas de dénigrement de notre profession .

Ça suffit !

Participons tous à la manifestation

Organisons les délégations de nos établissements

(S'inscrire vite auprès des responsables locaux du SNUEP ou de la FSU)

Reproduisez et affichez l'affichette ci-après

Préparation de la rentrée 2007, projet de décrets sur les obligations de service, « rénovation » des enseignements généraux, audit sur la voie professionnelle

Tout converge pour

- **Supprimer des postes**
- **Aggraver les conditions d'études des élèves et les conditions de travail des personnels**
- **Appauvrir les contenus d'enseignement, menacer le caractère national des diplômes**
- **Remettre en cause nos statuts, ignorer nos qualifications**

**En faire toujours plus
pour être moins payé**

Ça suffit !

**Tous à la manifestation
nationale de la FSU**

A paris le 20 janvier

Départ : 13h 30 Place Denfert-rochereau

Arrivée 17h Bastille

S'inscrire auprès des militants du SNUEP ou de la FSU

Rentrée 2007

ACADEMIES	Dotation 2006	Dotation 2007	Décharges/mesures diverses
Aix- Marseille	18 593, 5	-81	- 139
Amiens	14 234,0	- 148	- 104
Besançon	8 309, 3	- 75	- 63
Bordeaux	18 901, 6	+ 97	- 137
Caen	9 378, 8	- 66	- 72
Clermont-Ferrand	7 754, 5	- 28	- 57
Corse	1 944, 0	- 10	-13
Créteil	31 296, 6	- 146	-196
Dijon	10 731, 7	- 176	- 78
Grenoble	19 463, 5	+ 1	- 151
Guadeloupe	4 520, 5	+ 13	- 31
Guyane	2 309 , 4	+ 82	-12
Lille	29 382, 8	- 452	- 215
Limoges	4 876, 7	- 40	- 38
Lyon	18 358, 1	- 25	- 141
Martinique	4 201,3	- 47	- 27
Montpellier	16 049, 8	+ 7	- 117
Nancy-Metz	17 403, 9	- 189	- 131
Nantes	17 403, 1	+ 12	-126
Nice	13 044,3	- 82	- 94
Orléans-Tours	16 430, 0	- 75	- 126
Paris	12 732, 7	0	- 95
Poitiers	10 619, 9	- 58	- 81
Reims	9 886, 7	- 177	- 74
Rennes	14 437, 7	- 27	- 110
Réunion	9 091, 5	+44	- 63
Rouen	13 462, 4	- 98	- 98
Strasbourg	12 863, 8	- 138	- 92
Toulouse	16 618, 2	+ 79	- 113
Versailles	37 572, 2	- 199	- 264

Cela fait donc un total de – (2002 + 3058) équivalent temps plein (total des deux dernières colonnes) selon la LOLF mais ne vous leurrez pas, chers collègues, cela signifie **5060** postes de supprimés. La seule logique ministérielle est comptable : récupérer des postes de fonctionnaires, conformément aux directives européennes, dont nos dirigeants sont solidaires, ne nous trompons-pas.

Et De Robien, de manière cynique et provocante, met en place un dispositif pour la rentrée 2007 dont il n'a pas encore forcément les moyens. Il parie sur notre capacité à laisser faire et sur un échec de la manifestation du **20 janvier**, pensant que les enseignants ne sont pas en mesure de se **mobiliser sur leurs conditions d'exercice, sur leur métier et que le 18 n'a été qu'un baroud d'honneur réussi certes , mais sans suite.**

C'est sans compter sur notre attachement à notre métier, à nos conditions de travail, à notre conception du service public d'enseignement.

Mais qui peut accepter une telle dégradation de notre statut ?

Mais qui peut accepter d'aller enseigner dans trois établissements ? Qui peut accepter d'enseigner une autre (d'autres disciplines) discipline que celle(s) pour laquelle il a été recruté ?

Non demain, je ne souhaite pas aller surveiller la cour

Non, demain, je ne souhaite pas enseigner le français, parce que c'est ma langue maternelle,

Je suis prof de! Et j'y tiens, c'est ma discipline de recrutement

Mépris du métier !

On ne peut pas laisser faire !

Bernard BERGER